

**ASSOCIATION LOCALE ADMR
D'AMANCE ET ENVIRONS**

Maison de Services - 14 Grande Rue

70160 AMANCE

SIREN : 311079487

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31/12/2025**

SAS PROCOMPTA
Commissaire aux comptes
6 rue de Franche-Comté
Valparc
25480 ECOLE-VALENTIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

A l'assemblée générale
de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AMANCE
ET ENVIRONS
Maison de Services - 14 Grande Rue
70160 AMANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AMANCE ET ENVIRONS,

OPINION AVEC RESERVE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION LOCALE ADMR D'AMANCE ET ENVIRONS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

Motivation de la réserve

Réserve pour désaccord : le changement de méthode comptable concernant la détermination de la provision congés payés tel qu'il est décrit dans l'annexe au paragraphe « Changement de méthode comptable », n'est pas traduit comptablement conformément au Règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général puisque l'impact lié à la provision des exercices antérieurs n'a pas été imputé sur les capitaux propres.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos travaux ont notamment consisté à valider l'exhaustivité du chiffre d'affaires en rapprochant les états de gestion avec les recettes comptabilisées.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Ecole-Valentin, le 18 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
SAS PROCOMPTA
représentée par Mathieu COMMERCON





RAPPORT FINANCIER ASSOCIATION ADMR AMANCE ET SES ENVIRONS

BILAN

ACTIF	BRUT 2025	Amort. / Prov.	NET 2025	NET 2024	PASSIF	PASSIF 2025	PASSIF 2024			
B. ACTIF IMMOBILISE	99 791	-	96 834	2 956	1 512	A. CAPITAUX PROPRES	393 263	395 059		
B. ACTIF IMMOBILISE	99 791	-	96 834	2 956	1 512	A. CAPITAUX PROPRES	393 263	395 059		
B2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 591	-	96 834	1 756	1 512	A4. RESERVES	379 169	399 575		
B3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 200	-	1 200	-	-	A5. REPORT A NOUVEAU - VIE ASSOCIATIVE	15 891	13 930		
C. ACTIF CIRCULANT	578 826	-	578 826	574 645	A6. RESULTAT DE L'EXERCICE	-	1 797	-	18 446	
C. ACTIF CIRCULANT	578 826	-	578 826	574 645	C. COMPTES DE LIAISON	-	-	-	-	
C3. CREANCES	49 687	-	49 687	49 658	E. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 714	553	-	-	
C4. AUTRES CREANCES	106 031	-	106 031	116 194	F. DETTES	183 805	180 544	-	-	
C6. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	16 354	-	16 354	15 998	F. DETTES	183 805	180 544	-	-	
C7. DISPONIBILITES	406 755	-	406 755	392 795	F1. DETTES FINANCIERES	-	7 335	-	-	
C8. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	-	-	-	-	F2. DETTES D'EXPLOITATION	-	3 521	-	-	
TOTAL GENERAL	678 617	-	96 834	581 782	576 156	F3. DETTES FISCALES ET SOCIALES	142 642	122 445	-	-
					F5. AUTRES DETTES	78	-	-	-	-
					F5. AUTRES DETTES - CHARGES A PAYER	41 085	47 243	-	-	-
					F6. COMPTES DE REGULARISATION	-	-	-	-	-
					TOTAL GENERAL	581 782	576 156	-	-	-

RAPPORT FINANCIER ASSOCIATION ADMR AMANCE ET SES ENVIRONS



COMPTE DE RESULTAT	012AD 2025	012AD 2024	012CS 2025	012CS 2024	T. n. J. 2/25	T. n. J. 2/24
A. PRODUITS D'EXPLOITATION						
706 - PRESTATIONS AUX USAGERS	485 530	428 045	332 296	353 559	817 225	781 604
708 - PRODUIT DES ACTIVITES ANNEXES (Mise à Disposition de Personnel, Locations ...)	5 401	2 229	4 215	41 838	9 615	
741 - SUBVENTIONS RECUES	63 197	52 024	76 884	83 674	140 082	135 698
756 - COTISATIONS DIVERSES	-	36	-	-	-	36
758 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	154	-	3 004	-	3 158	-
758 - PEREQUATION RECUE	11 095	34 409	2 067	2 156	13 163	36 565
758 - REMBOURSEMENTS DE FRAIS (Formation, Dons)	2 886	2 538	1 352	976	4 238	3 513
780 - REPRISES DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	158	-	-	-	158	-
Total A. PRODUITS D'EXPLOITATION	568 421	519 280	419 819	482 201	988 240	1 001 482
B. CHARGES D'EXPLOITATION						
606 - CHARGES COURANTES (Eau, Electricité, Carburants ...)	- 4 803	- 1 929	- 19 427	- 17 100	- 24 230	- 19 029
611 - SOUS-TRAITANCE (Animation, Alimentaire, DASRI, Analyses ...)	-	-	- 260	- 307	- 260	- 307
613 - LOCATIONS (Immobilières, Véhicules, Photocopieurs, Divers ...)	- 1 719	- 2 578	- 15 330	- 19 282	- 17 055	- 21 860
614 - CHARGES LOCATIVES	-	-	- 2 879	- 4 661	- 2 879	- 4 661
615 - ENTRETIEN ET REPARATION (Biens Immobiliers, Véhicules, Matériels divers)	- 779	- 584	- 6 072	- 3 998	- 6 851	- 4 582
615 - MAINTENANCE INFORMATIQUE	- 3 973	- 3 678	- 1 138	- 2 331	- 5 111	- 6 008
616 - ASSURANCES (Bâtiment, Habitation, Véhicules ...)	- 2 508	- 2 251	- 5 218	- 4 620	- 7 726	- 6 871
618 - AUTRES CHARGES EXTERNES (Documentation, Frais de réunion ...)	- 241	- 205	- 78	- 66	- 319	- 271
621 - PERSONNEL EXTERIEUR (Intérim, Mise à disposition de personnel, Evalueur/trice ...)	- 7 697	- 6 585	- 6 235	- 9 446	- 13 932	- 16 031
622 - HONORAIRES (Soins infirmiers, Démarche Qualité ...)	- 2 569	-	- 3 840	-	- 6 409	-
623 - RELATIONS PUBLIQUES (Publicité, Cadeaux ...)	- 1 188	- 2 136	- 25	-	- 1 213	- 2 136
625 - MISSIONS ET DEPLACEMENT (Déplacements Salariés et Bénévoles)	- 60 430	- 53 117	- 852	- 5 738	- 61 283	- 58 855
626 - AFFRANCHISSEMENTS ET TELECOMMUNICATION	- 1 096	- 1 115	- 8 503	- 9 141	- 9 599	- 10 256
627 - FRAIS BANCAIRES	- 188	- 350	- 23	-	- 212	- 350
628 - AUTRES COTISATIONS ET DONS	- 139	- 135	- 96	- 170	- 235	- 305
628 - PRESTATIONS EXTERIEURES (Blanchissage, Nettoyage, G E D ...)	-	-	- 5 389	- 5 317	- 5 389	- 5 317
630 - IMPOTS ET TAXES (Taxe sur les salaires, Impôts Locaux, Impôt Société ...)	- 18 425	- 17 730	- 15 187	- 20 063	- 33 612	- 37 793
640 - CHARGES DE PERSONNEL (Rémunération du Personnel et Charges Patronales)	- 431 848	- 398 810	- 309 822	- 388 604	- 741 670	- 787 414
641/791 - REMBOURSEMENT UJ - IFC - CONTRAT AIDE - EXONERATION ZRR	- 54 985	- 41 776	- 7 851	- 14 994	- 62 836	- 56 770
654 - PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	-	-	- 80	-	- 80	-
658 - CHARGES DIVERSES	- 110	-	- 4 330	-	- 4 440	-
658 - COTISATIONS NATIONALES ET FEDERALES (U N.)	- 1 440	- 1 274	- 837	- 912	- 2 277	- 2 186
658 - FRAIS DE SIEGE	- 80 219	- 70 116	- 28 730	- 32 289	- 108 949	- 102 405
680 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	- 4 319	-	- 414	- 357	- 4 733	- 357
Total B. CHARGES D'EXPLOITATION	- 568 705	- 520 818	- 426 922	- 509 407	- 995 627	- 1 030 225
C. PRODUITS FINANCIERS						
761 - PRODUITS FINANCIERS	3	5	3 804	4 978	3 808	4 983
780 - REPRISES DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	-	-	-	7 622	-	7 622
Total C. PRODUITS FINANCIERS	3	5	3 804	12 601	3 808	12 605
D. CHARGES FINANCIERES						
661 - CHARGES FINANCIERES (Intérêts des Emprunts ...)	-	-	-	- 7 622	-	- 7 622
Total D. CHARGES FINANCIERES	-	-	-	- 7 622	-	- 7 622
E. PRODUITS EXCEPTIONNELS						
771 - PRODUITS EXCEPTIONNELS (Régularisation des Comptes de Tiers ...)	-	158	-	4 032	-	4 190
Total E. PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	158	-	4 032	-	4 190
F. CHARGES EXCEPTIONNELLES						
671 - CHARGES EXCEPTIONNELLES (Pénalités, Impayés Clients, Régularisation Compte de Tiers ...)	-	- 765	-	- 70	-	- 835
Total F. CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	- 765	-	- 70	-	- 835
G. VIE ASSOCIATIVE						
618 - CHARGES VIE ASSOCIATIVE	- 977	- 832	-	-	- 977	- 832
708 - PRODUITS DE LA VIE ASSOCIATIVE	2 209	2 256	-	-	2 209	2 256
741 - SUBVENTIONS COMMUNALES	550	536	-	-	550	536
Total G. VIE ASSOCIATIVE	1 783	1 960	-	-	1 783	1 960
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 502	- 180	- 3 299	- 18 265	- 1 796	- 18 446